

Point presse de M. François Hollande, Président de la République, sur le Partenariat oriental, la question ukrainienne, la situation en Syrie, la dette grecque et sur la Grande-Bretagne et l'Union européenne, à Riga le 21 mai 2015.

LE PRESIDENT : Le Partenariat oriental doit se poursuivre et même se renforcer. Il n'a pas été créé pour ouvrir des conflits, mais il se trouve qu'il y a des conflits et que ce Partenariat oriental doit servir à les régler.

Ce que je souhaitais, c'est que les Européens puissent parler d'une seule voix sur ces questions. Que fait-on de ces relations de voisinage, de bon voisinage et comment fait-on vivre les accords d'associations qui ont été passés avec l'Ukraine, la Géorgie, la Moldavie ? Que fait-on également des pays qui ne sont pas dans les accords d'association et qui veulent aussi avoir des rapports de bon voisinage ?

Nous ne devons pas non plus faire de ce Partenariat oriental un conflit de plus avec la Russie. C'est la raison pour laquelle je suis pour que l'Union européenne et la Russie, même dans ce contexte difficile que l'on connaît, avec des sanctions qui ont été encore confirmées, puissent avoir une discussion qui s'engage sur l'avenir.

J'ai également eu à traiter de la question de l'Ukraine avec madame MERKEL. Nous avons eu un entretien avec monsieur POROCHENKO sur l'application de l'accord de Minsk parce qu'il n'y a pas d'autre cadre que l'accord de Minsk et toutes les parties prenantes doivent le mettre en œuvre. Nous avons eu aussi hier soir, pour ne pas dire une partie de la nuit, une discussion, madame MERKEL et moi-même avec le Premier ministre Alexis TSIPRAS pour trouver dans les jours qui viennent l'accord qui est attendu. Nous avons convenu que c'était avec la Commission européenne, avec la Banque centrale européenne et avec le FMI que la Grèce devait terminer cette phase de discussions et que l'Allemagne et la France étaient au service de ce futur accord. Cela est nécessaire d'abord pour qu'il puisse exister et ensuite pour qu'il puisse être pleinement appliqué. Voilà ce que je peux dire sur cette rencontre de Riga.

Journaliste : Monsieur le Président, peut-on revenir sur Palmyre ? Vous avez déclaré hier soir qu'il fallait agir. Comment agir ?

LE PRESIDENT : Palmyre suscite une émotion compte tenu du patrimoine qui est celui de ce site. Il y a en même temps chaque jour des morts. Encore aujourd'hui des combats se déroulent, y compris dans des hôpitaux et au détriment de la population civile. S'il y a une émotion sur Palmyre, je la partage compte tenu de ce que ce site peut contenir de richesses qui nous appartiennent en commun, Syriens et j'allais dire humanité toute entière. Il y a aussi des situations humaines extrêmement graves et je n'ai cessé de les dénoncer.

La France, elle, continuera alors à agir, à la fois pour soutenir l'opposition démocratique et modérée et en même temps pour trouver une solution politique. Une fois encore nous appelons à ce qu'il y ait la préparation d'un nouveau Genève. Souvenez-vous, il y a déjà eu deux rencontres à Genève. Nous devons, avec un régime qui est visiblement affaibli et avec un Bachar EL ASSAD qui ne peut pas être l'avenir de la Syrie, avoir la construction d'une nouvelle Syrie qui puisse en terminer avec le régime et Bachar EL ASSAD sûrement, mais surtout avec les terroristes puisqu'ils sont là et qu'ils progressent.

Nous devons donc tout faire pour qu'il y ait dans les prochaines semaines une solution politique qui puisse être travaillée, préparée et trouvée.

Journaliste : Mais avec Daech aux portes de Damas, ne faut-il pas une intervention militaire

LE PRESIDENT : La seule intervention qui compte aujourd'hui est celle de l'opposition démocratique. C'est celle qui doit permettre à ces forces qui existent sur le terrain de pouvoir reconquérir. C'est ce que la France a toujours plaidé. Quelle intervention ? Une intervention aérienne, elle existe, même si la France n'y participe pas. Cette intervention n'a pas produit de résultats tangibles même si elle a pu avoir quelques efficacités.

Nous avons prodigué un soutien notamment aux Kurdes syriens et nous avons vu que cela avait des résultats parce qu'il faut que les combattants puissent aller jusqu'à la reprise du territoire. Nous voyons cependant bien que le régime n'est plus en capacité, que le terrorisme, le groupe Daech mais pas seulement le groupe Daech, avance et qu'il y a toutes les raisons maintenant d'accélérer le règlement politique. La condition est qu'il y ait maintenant de la part de la Russie, de la part des puissances, la France en est une, les Etats-Unis à l'évidence, une accélération de nos processus.

J'en ai parlé avec les pays du Golfe. Ils sont également conscients que cela doit se faire par la voie politique, même si cela n'empêche pas et c'est au contraire même nécessaire, de soutenir l'opposition y compris sur le plan de l'aide militaire.

Journaliste : Pour revenir au Partenariat oriental, je voudrais poser juste une question sur ce Sommet de Riga. Pourquoi faire ? Quels résultats concrets et puis surtout dans les conclusions que certains jugent déjà décevantes, y a-t-il une condamnation de la Russie pour ses agissements en Ukraine ?

LE PRESIDENT : Le Partenariat oriental n'a pas ouvert un conflit, je ne partage pas l'idée que ce serait à Vilnius qu'il y aurait eu à cause de la proposition d'un accord d'association, une déstabilisation de l'Ukraine. C'est précisément parce que l'Ukraine voulait l'accord d'association qu'il y a eu les mouvements qui ont abouti à la situation que nous connaissons.

La Russie a eu des agissements, on les connaît. Il y a eu des condamnations par l'Union européenne. Que devons-nous donc faire dans cette période précise ? Nous devons faire que ce Partenariat oriental permette à l'Ukraine d'être pleinement associée, même si l'association ne préjuge en aucune façon l'adhésion, j'ai été parfaitement clair là-dessus.

Nous devons cependant faire en sorte que le Partenariat oriental puisse aider l'Ukraine, mais aider aussi au règlement du conflit, avec l'application de l'accord de Minsk. De ce point de vue-là, les conclusions me paraissent tout à fait bonnes pour y parvenir.

Voici ensuite ce que nous avons à faire. Le format Normandie est le bon cadre et il continuera de l'être. C'est pour cette raison que j'ai voulu, avec la chancelière, rencontrer le Président ukrainien afin que nous puissions préparer le moment venu, des contacts qui se feront dans le format Normandie à des niveaux qui peuvent être différents.

Journaliste : L'OSCE a indiqué que deux Russes qui avaient été capturés en Ukraine avaient reconnu être des soldats d'active en mission, est-ce que cela entame votre confiance dans la parole du Président russe ?

LE PRESIDENT : Ce qui est clair c'est que le cessez-le-feu n'est pas complètement respecté. Il l'est bien davantage qu'avant Minsk puisqu'il n'y avait pas de cessez-le-feu. Toutes les armes lourdes n'ont pas été totalement retirées même si elles l'ont été de part et d'autre, mais pas complètement. Il y a encore des situations extrêmement préoccupantes dans certaines villes, c'est pourquoi nous devons agir et continuer à faire pression, notamment sur l'Est de l'Ukraine et sur la Russie pour qu'il y ait le plein accord, le plein respect de l'accord de Minsk. Des éléments de preuve peuvent être apportés, ils confirment ce que nous disons, c'est-à-dire le fait qu'il y a encore des interférences et des ingérences.

Je veux bien répondre à une question sur la Grèce, même si celle-ci n'est pas encore dans la politique intérieure, mais j'imagine la question que vous allez me poser.

Journaliste : Pendant votre discussion avec monsieur TSIPRAS et madame MERKEL, avez-vous discuté, évoqué, imaginé ce qui se passera après le 30 juin. Par cela j'évoque ce qu'on appelle le

plan de soutien numéro 3. Cela a-t-il été à un moment évoqué ?

LE PRESIDENT : Chacun connaît l'échéance parce que c'est vers le 6 ou 7 juin que la Grèce aura besoin de liquidités pour faire face à certaines échéances. Cela n'empêche pas qu'il y ait aussi la préparation d'autres étapes, mais ce qui nous intéressait avec la Chancelière, c'est ce que la Grèce pouvait apporter comme réponse. Une réponse permettant de libérer des fonds qui donneraient à la Grèce les moyens d'assurer le versement des échéances prévues au mois de juin. Il y aura ensuite des discussions qui vont continuer, même après cet accord, pour les étapes que vous venez d'évoquer.

Nous avons dit, enfin j'ai dit, qu'il vaudrait mieux que l'accord soit le plus solide et le plus complet possible pour que cela puisse justement permettre de faciliter les discussions qui auront lieu après, notamment par rapport à d'autres échéances. Nous avons également dit que la Grèce devait par conséquent donner le plus d'informations possibles sur ces réformes. Le Premier ministre grec est en train également d'y travailler.

Journaliste : Et le Royaume-Uni ?

Concernant le Royaume-Uni, c'est très simple, il n'en a pas été question. Voilà, aucune référence. Il n'y a eu, en réunion plénière et même dans des apartés, aucune discussion sur ce sujet. Ce n'était ni le lieu, ni le moment. S'il y a des discussions, elles auront lieu d'abord au niveau bilatéral parce que je recevrais David CAMERON le 28, la chancelière le recevra le 29. Ces discussions auront donc lieu dans un premier temps dans le cadre de ces échanges bilatéraux et ensuite sûrement, dans des discussions qui auront lieu avec la Commission européenne dans les prochaines semaines.

Journaliste : Est-ce dans l'intérêt de l'Europe que le vote se fasse rapidement, dès 2016 ?

LE PRESIDENT : Nous ne demandons rien, l'Europe n'est pas intéressée par un vote. Si celui-ci a lieu, il faudra y répondre, mais je ne suis saisi pour l'instant d'aucune proposition particulière de la Grande Bretagne. Cela viendra. J'imagine que David CAMERON va venir avec un certain nombre de propositions.

Journaliste : Il y a eu un vote très franc en faveur de la motion A, est-ce que cela signifie que cela assure, rassure la politique économique que vous menez depuis 2012 ?

LE PRESIDENT : Il y a deux principes qui valent d'ailleurs dans toutes les instances, pour tous les moments et pour tous les sujets. Il s'agit de la stabilité, la cohérence et la visibilité. Tout ce qui peut apporter de la stabilité, de la cohérence et de la visibilité est bon pour l'action que je mène aujourd'hui pour la France. Merci.